

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20190719-RAP-03-286-VELISAubière		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société ELIS Auvergne 1 avenue du Roussillon 63170 AUBIERE	S3IC Priorité DREAL Régime	0056-01563 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC
Activité principale : Blanchisserie		
Date du contrôle : 18/07/2019		
Inspecteur(s) : Julie Crouseaud		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée	
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL		
Thème(s) du contrôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prélèvement et rejets aqueux</li> <li>• Gestion des déchets (DASRI)</li> <li>• Produits chimiques</li> </ul>	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• forage (F1 et F4),</li> <li>• canal de rejet,</li> <li>• stockage de produits chimiques,</li> <li>• extérieurs (obturation des réseaux d'eau),</li> <li>• partie lavage de l'atelier « vêtements de travail ».</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral n° 07/04968 du 20 novembre 2007 complété par les arrêtés du 8 février 2013 et du 1<sup>er</sup> juin 2017</li> <li>• Arrêté du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340</li> <li>• Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. DE SAINT HILAIRE	ELIS Aubière	Directeur du site d'Aubière
M. COPRAK	ELIS Aubière	Responsable maintenance
Mme PASCUAL	Groupe ELIS	Ingénieur environnement
M. MASIL	Groupe ELIS	Ingénieur environnement
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Equipe ECA	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte :

L'installation est exploitée par le groupe international ELIS. Ce groupe compte une cinquantaine d'usines en France.

Le cœur de leur métier est la location et entretien du linge. Les principaux secteurs de clientèle sont l'habillement professionnel pour la santé et l'industrie et également le linge plat pour l'hôtellerie et la restauration.

Réalisant des tournées chez plusieurs petits clients, ELIS offre également des services de récupération des DASRI (Déchets d'Activité de Soins à Risques Infectieux), de location de tapis, de dératissage...

Le site compte en moyenne 140 salariés qui travaillent en poste de 6h à 20h30.

ELIS Aubière présente une croissance de son chiffre d'affaires de 5 % en 2018.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Suites données à la précédente inspection ( 27 novembre 2012):

- Les mesures des rejets atmosphériques ont été réalisées tous les 2 ans depuis 2015 et font apparaître des résultats conformes. Ce constat est donc soldé.
- Un porté à connaissance était annoncé afin de demander une augmentation du volume d'eau prélevé dans les forages. Il n'a pas été transmis. Ce point fait l'objet d'une non-conformité qui est détaillée dans les constats n° 1 et 2 ci-dessous.
- Le site a été équipé de plaques d'obturation pour tous les regards présents sur le site. Les obturateurs des réseaux d'eaux usées et eaux pluviales sont contrôlés tous les ans par la société qui les a installés. Ce constat est soldé.
- Le registre des DASRI a été contrôlé et il comporte les mentions réglementaires. Ce constat est soldé.

#### 2.2 Principales constatations :

**Constat N°1 :** Les déclarations sur GEREP font apparaître que le site a prélevé plus d'eau par forage qu'il n'avait été autorisé (environ 31300 m<sup>3</sup> prélevés pour une autorisation à 30000 m<sup>3</sup>). De plus, il s'avère que le débit journalier prévu dans l'arrêté n'était pas maîtrisé (65 m<sup>3</sup> par jour en moyenne) et était régulièrement dépassé.

L'exploitant a mis en place depuis la semaine 38 un système de bridage du débit prélevé à 65 m<sup>3</sup> par jour (pour le forage F4) et le forage F1 est à l'arrêt depuis le début de l'année. Ces actions permettront de respecter la valeur de 30000m<sup>3</sup> par an.

L'exploitant indique par ailleurs que l'arrêté préfectoral comporte des erreurs concernant la dénomination des forages (F1 et F4 sont inversés) et par conséquent les débits associés. Il fera parvenir un porté à connaissance afin de demander une rectification de l'arrêté.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	Art 4.1.1. de l'AP du 20 novembre 2007 Origine des approvisionnements en eau	09/19

**Constat N°2** : L'exploitant avait décrit dans un courrier du 25 juillet 2011, les actions prévues pour réduire sa consommation d'eau.

Les actions décrites ont été mises en place : relevé journalier des compteurs afin d'identifier au plus tôt les potentielles fuites, arrêt du lavage des véhicules en été, passage en lessive liquide (pour l'instant uniquement pour le linge plat mais mise en place prévue en fin d'année pour les vêtements professionnels), amélioration des taux de chargement des tunnels de lavages, réutilisation/recyclage de l'eau.

Ces actions ont eu un effet bénéfique sur le ratio de consommation d'eau par rapport au kilo de linge traité : 16,9 l/kg en 2010 à 10 l/kg en 2018.

Le volume traité annuellement est relativement constant depuis plusieurs années.

La demande d'augmentation du volume d'eau prélevé dans les forages, évoquée en 2012, ne sera donc pas réalisée.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Pas de remarque	Art 4.1.2. de l'AP du 20 novembre 2007 Prévention des situations de crises hydrologiques	/

**Constat N°3** : Les résultats de l'autosurveillance sont mis en ligne sur GIDAF et montrent des valeurs et des fréquences conformes.

Il est cependant à noter que la mesure du chloroforme, imposée dans le cadre de la surveillance pérenne RSDE, est réalisée mais n'apparaît pas dans le cadre GIDAF.

L'arrêté du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2340 a été modifié par l'arrêté du 24 août 2017. Cette modification entraîne une harmonisation des polluants contrôlés, des fréquences d'analyse et des concentrations autorisées dans toutes les blanchisseries.

L'exploitant devra fournir un tableau récapitulant sa situation pour chacun des paramètres et proposant un plan de surveillance. Ce tableau pourra se baser sur les concentrations et flux maximums relevés lors de la surveillance initiale RSDE et sur l'autosurveillance du site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Remarque	Art 38 et 56 de l'arrêté du 14/01/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2340 modifié par l'arrêté du 24 août 2017	09/19

**Constat N°4 :** Les DASRI sont collectés en petite quantité chez les clients. Il s'agit en majorité de piquants et de pansements. La procédure d'information préalable prévue par la réglementation est réalisée par un contrat liant le client et ELIS. Cependant, l'exemplaire présenté ne reprend pas toutes les informations demandées par la réglementation.

Les documents de suivi sont archivés et enregistrés sur un registre informatique. Le bordereau de suivi est envoyé au client après élimination finale.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	Art 3.3 de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718	09/19

**Constat N°5 :** L'inventaire de l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses est disponible et mis à jour chaque semaine.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> pas de remarque	Art 7.2.1 de l'AP du 20 novembre 2007	/

**Constat N°6 :** Les prescriptions relatives aux inondations présentes dans l'arrêté préfectoral sont obsolètes. En effet, des travaux ont été réalisés sur l'Artière et d'après le PPRNPI approuvé par arrêté préfectoral n°16/01593 du 8 juillet 2016, le site n'est plus en zone inondable.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> pas de remarque – prescriptions obsolète	Art 7.3.9. de l'AP du 20 novembre 2007	/

**Constat N°7 :** Un contrôle « produit chimique » a été réalisé sur l'Oxybrite Perfekt. Le contenu du contrôle est annexé à ce rapport. Le local n'est pas ventilé et il n'y a pas de moyen de vérifier la température de stockage (et de s'assurer qu'elle est conforme aux prescriptions de la FDS).


Conclusion	Référence réglementaire	Délai
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	REACH et CLP Art 7.5.4 de l'AP du 20 novembre 2007 : ventilation haute et basse	/

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier  
☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)  
☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions  
☒ Autre(s) : Arrêté préfectoral à mettre à jour : forages, inondation et autosurveillance des rejets d'eau industrielle

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

<b>Signature de l'inspecteur</b> le 19 juillet 2019  L'inspecteur de l'environnement  Julie CROUSEAUD	<b>Vérificateur</b> le 25 juillet 2019  L'inspecteur de l'environnement  Lionel LABEILLE	<b>Approbateur</b> le 25 juillet 2019  Le chef de l'UiD Cantal- Allier-Puy-de-Dôme  Lionel LABEILLE
---	---	---



Contrôle de produits chimiques

Référence du produit						
Nom commercial	Oxybrite perfekt					
Fournisseur	ECOLAB					
S'il s'agit :	<input checked="" type="checkbox"/> d'une substance	<input checked="" type="checkbox"/> d'un mélange	Composition : Peroxyde d'hydrogène, acide acétique et acide peracétique			
	N° CAS / CE :					
SÉCURISATION ET ÉTIQUETAGE	Règle à respecter		Constat sur site (étiquette produit)	Constat FDS	Constat inventaire (en cas de classification harmonisée)	
	titre	référence réglementaire				
	Étiquetage	Art 17 CLP	pictogrammes	SGH03, SGH05, SGH07 et SGH09	SGH03, SGH05, SGH07 et SGH09	/
			Mentions de danger H (ou R)	H272, H290, H302, H332, H314, H318, H335, H411 P210, P221, P273, P280, P303, P361, P353, P305, P351, P338, P310	H272, H290, H302, H332, H314, H318, H335, H411 P210, P221, P273, P280, P303, P361, P353, P305, P351, P338, P310	/

	Classification	Art 4 à 6 de CLP	Classification	/	/	/
--	----------------	------------------	----------------	---	---	---

CONDITIONS DE STOCKAGE			Écarts entre le constat sur le lieu de stockage et les données de la FDS	
Titre	Référence réglementaire	Extingueurs à proximité		
Lutte contre l'incendie	Rubriques 5.1 et 5.2 de la FDS + article 37-5 REACH			
Dispersion accidentelle	Rubrique 6 de la FDS + article 37-5 REACH	Récipient sur rétention et local bétonné.		
Conditions de stockage (ambiance)	Rubriques 7.2 et 10.2 de la FDS + article 37-5 REACH	Le local n'est pas ventilé. Il n'est pas doté de système permettant de surveiller la température et de s'assurer qu'elle reste en dessous de 40°C.		

UTILISATION			Écartis entre le constat sur le site d'utilisation et les données de la FDS	
Titre	Référence réglementaire	Le produit est utilisé comment agent détachant dans le processus de lavage. Il est préconisé comme renforteur d lavage sur la FDS, ce qui est cohérent avec son utilisation sur site.		
utilisation pertinente	Rubrique 1.3 de la FDS + article 37-5 REACH			
manipulation sans danger	Rubrique 7.1 de la FDS + article 37-5 REACH	/		



STABILITÉ ET RÉACTIVÉ				
Titre	Référence réglementaire	Constat FDS	Écart entre le constat sur le lieu de stockage et les données de la FDS	Écart entre le constat sur le site d'utilisation et les données de la FDS
Réactivité	Rubrique 10.1 de la FDS + article 37-5 REACH	Pas de réaction dans les conditions normales d'utilisation	/	/
Réactions dangereuses	Rubrique 10.3 de la FDS + article 37-5 REACH	Ne pas mélanger avec un agent de blanchiment ou d'autres produits chlorés	Rétentions séparées	Rinçage du système d'injection du produit entre chacune produit.
Conditions à éviter	Rubrique 10.4 de la FDS + article 37-5 REACH	Sources directes de chaleur, exposition au soleil	Local fermé et à l'abri du soleil	Injection réalisée dans le bâtiment
Matières incompatibles	Rubrique 10.5 de la FDS + article 37-5 REACH	Bases, métaux, matières organiques, aluminium, acier doux		

SUITES À DONNER : VENTILATION DU LOCAL DE STOCKAGE ET CONTRÔLE DE LA TEMPÉRATURE DE STOCKAGE.

